

*Subsides*

mis au point un peuplier qui non seulement fournira de la nourriture pour les vaches mais donnera également du bois d'œuvre, du contreplaqué, de la pâte et, surtout, du pétrole. En effet, 50 p. 100 du bois mort, du peuplier, une fois sec, sont constitués d'hydrocarbures. Même avec les prix en vigueur actuellement, un agriculteur toucherait environ \$300 par acre et par an en plantant des peupliers sur des terres incultes irriguées. Les coûts ont été calculés par le gouvernement de l'Ontario.

**Le vice-président:** A l'ordre, je vous prie. Je regrette de devoir interrompre le député mais son temps de parole est écoulé.

● (2100)

**M. Bloomfield:** Monsieur le président, je suis très heureux de l'occasion qui m'est offerte de participer à cette discussion du budget supplémentaire des dépenses du ministère de l'Agriculture. Ayant été moi-même agriculteur avant d'être élu à la Chambre, j'aimerais profiter de l'occasion pour transmettre au ministre de l'Agriculture, au nom de tous ceux qui travaillent dans le secteur agricole au Canada, tous mes compliments pour le travail remarquable qu'il a abattu.

Je suis particulièrement satisfait de l'annonce faite la semaine dernière par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources portant que l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie avait accordé au secteur de l'agriculture la cote prioritaire A en cas de pénurie d'énergie. En tant qu'agriculteur, je salue cette initiative qui illustre clairement l'importance que la production alimentaire présente pour les Canadiens ainsi que pour les populations d'autres pays.

J'aimerais axer mes premières questions sur l'énergie, envisagée du point de vue agricole. J'aimerais savoir en particulier si le ministre s'occupe de voir ce qui va arriver lorsque le renchérissement de l'énergie va toucher financièrement l'agriculteur. Dans un rapport récent du ministère de l'Agriculture, on trouvait certains calculs illustrant les effets d'une hausse du prix du brut de \$1 le baril sur les matières consommées à la ferme. Par exemple, pour chaque dollar d'augmentation du prix du brut, le prix du gaz naturel va augmenter d'environ 15c. les mille pieds cubes. Cela veut dire que les engrais vont monter en flèche. Le gaz ammoniac, par exemple, va augmenter de \$10.54 la tonne. Pour le producteur de blé, d'orge ou de maïs—produits très importants dans ma région de la province—le prix de l'énergie aura un rôle déterminant dans la rentabilité ou la non-rentabilité future de l'agriculteur.

L'essentiel, et je voudrais que le ministre nous parle de cela, c'est de savoir quelles solutions de rechange aura l'agriculteur pour compenser cette hausse astronomique de ses coûts? Est-ce que ce sera d'autres plantes, ou des adaptations de plantes existantes?

J'ai lu de nombreux mémoires, articles et propositions concernant le remplacement de l'énergie non renouvelable par des énergies renouvelables. Nous comprenons à peu près tous qu'un carburant à base d'alcool serait extrêmement économique si on pouvait le produire en grande quantité. Le problème est de savoir si les Canadiens disposent de la technologie ou des matériels qui permettraient de produire ce type de carburant à grande échelle.

Quand viendra cette technologie? Je ne vois pas que le prix de l'énergie diminue beaucoup à l'avenir. Il faut pouvoir se libérer de l'essence et du carburant diesel, si nous voulons que

les agriculteurs canadiens demeurent compétitifs dans la production alimentaire. Ma question est la suivante: le ministre peut-il nous donner une idée de la priorité qu'il a accordée à un programme de substitution d'énergie renouvelable? Et combien d'années faudra-t-il attendre pour que ce programme soit appliqué à une échelle importante?

J'aimerais passer à une autre série de préoccupations. Il s'agit du programme d'assistance financière à la construction d'entrepôts pour fruits et légumes. Ce programme, dans le cadre duquel le gouvernement aide les producteurs de fruits et de légumes pour la construction d'installations de stockage, a été supprimé par le gouvernement précédent. Après de nombreuses consultations avec les producteurs nous l'avons repris, et nous aidons ainsi à hauteur de 3.3 millions les producteurs canadiens de fruits et légumes.

A Lambeth, en Ontario, cinq producteurs se sont groupés pour construire un entrepôt agricole. Le bâtiment a été inauguré le 25 août et les propriétaires ont présenté la masse de leurs chèques encaissés et de leurs factures, et ils ont fourni tous les papiers et documents exigés. Ils attendent impatiemment le chèque du ministère de l'Agriculture, mais ils n'ont pas encore rien reçu. Le ministre pourrait-il nous dire où en sont les choses à ce sujet au ministère, et si les gens en question peuvent compter recevoir leurs chèques dans un proche avenir?

Il y a autre chose qui m'intéresse. C'est la nouvelle Société canadienne d'exportation des produits agricoles, Canagrex. Nous avons eu une excellente année au Canada l'an dernier, du point de vue de nos exportations agricoles. Nous avons vendu à l'étranger un volume record de 6.1 milliards de dollars de produits alimentaires et agricoles l'an dernier, qui nous a laissé l'excellent excédent commercial de 1.4 milliard. C'est très intéressant, et cela montre que lorsqu'ils peuvent compter sur un environnement favorable pour produire, les agriculteurs canadiens sont plus qu'à la hauteur.

Quoi qu'il en soit, je pense que nous pouvons battre notre record. Je prétends que le Canada peut devenir le chef de file dans la commercialisation sur les marchés internationaux de nombreuses denrées. Je voudrais que le ministre nous dise comment ce serait possible d'y parvenir grâce à Canagrex. Je préconise que le conseil d'administration de Canagrex soit surtout, sinon exclusivement, composé d'agriculteurs. Je trouve en effet que personne ne connaît mieux les exploitations agricoles que les agriculteurs eux-mêmes.

Je voudrais savoir également quelle est actuellement la situation de Canfarm. Je sais que mon collègue de Guelph a parlé de cette question assez longuement. Canfarm offre des services spécialisés d'orientation et d'encadrement uniques. Ce serait certainement une grosse perte si on devait les supprimer. Le ministre pourrait-il nous dire ce qu'il a l'intention de faire à ce sujet?

Je voudrais passer rapidement sur mon dernier sujet pour donner au ministre le temps de répondre à mes questions. Toutefois, avant de terminer, je voudrais parler d'un problème qui, s'il n'est pas résolu bientôt, causera de sérieuses difficultés au Canada dans les prochaines décennies. Si je ne m'abuse, le ministère de l'Agriculture ne reçoit pas assez d'argent pour s'acquitter de ses fonctions comme il devrait. Je ne prétends pas que le ministère dilapide l'argent qu'il a ou qu'il ne surveille pas assez son budget. Quand on voit ce qu'il réalise avec les moyens dont il dispose, on ne peut qu'être impressionné. Cependant, je suis vraiment inquiet lorsque je vois dans